

La guerre des tranchées entre l'école et l'entreprise, c'est bel et bien fini

Feu vert pour le plan d'action de la Fondation pour l'enseignement. Ses projets associant entreprises et écoles respectent la déclaration de politique communautaire.

NATHALIE BAMPIS

Il y a quelques années, les deux mondes ne se parlaient pas, ou quasi. Ils se regardaient en chien de faïence, l'un (l'école et ses profs) méfiant, l'autre (l'entreprise et ses patrons) pestant contre ce système éducatif incapable de lui fournir des jeunes assez qualifiés pour répondre aux besoins en main-d'œuvre. Aujourd'hui, cela a changé. Les connections entre ces deux mondes parallèles s'installent. Il y a un plus d'un an naissait même la Fondation pour l'enseignement, une initiative réunissant les pouvoirs organisateurs des différents réseaux et des fédérations patronales (UWE et BECI).

La Fondation a mis sur pied un plan d'action qu'elle a présenté début septembre à ses «sponsors», une vingtaine d'entreprises prêtes à s'engager sur le terrain. Parmi elles, on retrouve des grands noms comme D'Ieteren, la Stib, AB InBev, Carmeuse, Solvay, Lhoist, Puilaetco, GDF Suez,... Elle a reçu l'aval de son conseil d'administration, nous explique son secrétaire général, Olivier Remels. Le plan d'action, reprenant des initiatives très concrètes axées sur la valorisation de l'enseignement qualifiant, l'éveil à l'esprit d'entreprendre et le support aux directions d'écoles (lire ci-dessous), peut être lancé.

Ces projets, la Fondation les a aussi présentés à la nouvelle ministre de l'enseignement, Joëlle Milquet (cdH). «Non pas pour recevoir sa bénédiction car nous sommes totalement indépendants, explique Olivier Remels. Mais pour lui expliquer que nos actes s'inscrivent dans le cadre de la déclaration de politique communautaire et du pacte d'excellence.»

La déclaration de politique communautaire consacre en effet un bon chapitre au «renforcement des synergies entre le monde qualifiant et le monde de l'entre-

prise». «Ce décloisonnement du monde de l'entreprise et du monde de l'école, c'est une vraie volonté politique, se réjouit Olivier Remels. Mais est-ce aussi une volonté sur le terrain? «Au sein de la Fondation, nous sommes arrivés à élaborer à la fois les constats et les recommandations communes aux 5 réseaux d'enseignement et aux deux fédérations patronales. En délivrant ce message unique, on prend le contre-

pied de ceux qui disent que l'enseignement et l'entreprise s'ignorent... Nous avons d'ailleurs reçu beaucoup d'échos positifs».

Convergences

Après avoir lu la déclaration de politique communautaire, Olivier Remels a constaté un certain nombre de points de convergence avec les attentes de la Fondation. Il y a notamment le Pacte d'excellence: «une vraie volonté de faire évoluer les choses, avec des objectifs spécifiques et mesurables. Une volonté politique claire de nature à mobiliser tout le monde pour concocter les recettes de la lutte contre l'échec». Mais ce pacte ne démarquera pas avant quelques années. «On ne peut pas vouloir tout et son contraire... On reproche d'habitude au politique d'être dans le court terme. Ici, il y a justement une volonté de travailler dans la longueur», rétorque Olivier Remels.

Le secrétaire général a aussi pu constater que la DPC faisait clairement le lien entre l'enseignement, la formation et l'emploi. Olivier Remels pointe, par exemple, la sensibilisation des élèves aux métiers techniques via le tronc commun allongé à trois ans. «La DPC parle aussi d'adéquation entre l'enseignement qualifiant et la réalité socio-économique, l'orientation positive des élèves en fonction des débouchés professionnels dans les bassins scolaires, mais aussi le soutien à l'immersion de professionnels dans les écoles, et inversement».

Des profs en entreprise

Ce dernier point fait d'ailleurs partie des projets qu'a décidé de mettre en place la Fondation. «Certains profs sont amenés à enseigner une matière à laquelle ils n'ont jamais été confrontés dans la réalité. Et s'ils ne connaissent pas

la réalité des entreprises, ils peuvent difficilement en parler positivement aux jeunes», explique-t-il. Or, l'un des grands défis, c'est aussi de valoriser davantage les filières qualifiantes, et surtout celles qui sont porteuses d'emploi... «Il faut déplacer les flux. Je crains que le phantasme du col blanc – associé à tort à une forme de progrès social – fasse que l'on continue à attirer des jeunes dans des filières sans débouchés, dit-il. Cela ne sert à rien d'avoir 8.000 élèves inscrits chaque année dans des filières pour lesquelles il n'y a pas de travail, ou pas assez».

Pour Olivier Remels, il est clair qu'on ne pourra pas faire l'économie de ce débat. «Mais plutôt que de fermer certaines filières, il faut travailler en amont. Informer précocement les jeunes sur les métiers porteurs d'emploi en délivrant un message positif. Et alors, on les amènera peut-être à choisir ces filières». Cette mission d'information, c'est aussi l'un des rôles que la Fondation se propose d'exercer. Olivier Remels signale, enfin, que cette réorientation vers des filières en pénurie est un point fondamental pour l'offre de stages. «Une entreprise n'offrira jamais de stages dans les filières où il n'y a pas d'emploi». D'où l'importance, à nouveau, de la concertation entre entreprises et écoles. Et, pourquoi pas, développer des outils informatiques pour gérer l'offre et la demande de stage.

«Si les profs ne connaissent pas la réalité des entreprises, ils peuvent difficilement en parler positivement aux jeunes.»

OLIVIER REMELS

SECRETAIRE GENERAL DE LA FONDATION POUR L'ENSEIGNEMENT

FONDATION POUR L'ENSEIGNEMENT

Créée en juin 2013, la Fondation pour l'enseignement regroupe les Fédérations des réseaux d'enseignement (la FWB, le CPEONS, le CECP, le Felsi, le Segec, et les fédérations patronales BECI et UWE). Elle est présidée par Luc Willame.

Son objectif: être un point de rencontre entre l'école et l'entreprise.

Sa mission: améliorer la qualité de l'enseignement en mettant sur pied des projets originaux, concertés et pragmatiques avec les acteurs de terrain.

Trois projets concrets qui lient école et entreprise

1 Stimuler l'esprit d'entreprendre

La Fondation va diffuser une newsletter auprès des entreprises, des écoles et des réseaux d'enseignement. Y seront reprises **toutes les initiatives axées sur l'éveil aux métiers, à l'esprit d'entreprendre**. L'idée est que les écoles prennent plus facilement connaissance de ce qui existe et qu'elles s'en saisissent. Histoire que plus personne ne passe à côté d'initiatives telles que Jeunes entreprises, Journées découvertes entreprises, Skills Belgium, Planète Métiers,...

2 Apprendre la gouvernance aux directions d'école

L'idée est de **mettre en lien les entrepreneurs et les pouvoirs organisateurs et directions d'écoles** afin de soutenir et aider ces dernières. La mission première d'un directeur, c'est de rédiger et appliquer le projet pédagogique de l'école. Ils sont tous enseignants de formation et sont peu formés à la gestion de l'école en tant qu'entreprise. Selon les réseaux, il s'agira soit d'identifier les bonnes pratiques

en terme de gouvernance, et les diffuser plus largement, ou mutualiser une série de compétences, voire encore de former les directions à des points très précis, comme la gestion des marchés publics. Cela contribuera à revaloriser leur profession, estime la Fondation.

3 Des stages en entreprise pour les professeurs

Les professeurs du qualifiant apprennent à leurs élèves à utiliser des outils mais ils connaissent mal la réalité du monde de l'entreprise, ses impératifs en termes de sécurité, de normes, ... À l'initiative de la Fondation, dès le mois de mars prochain, ils auront **la possibilité de faire de la formation continue en entreprise**. Des programmes ont déjà été élaborés avec certaines d'entre elles. Objectif: que les trois centres de formation continue pour enseignants puissent proposer ce genre de projet dans leur catalogue de formation. L'idée est aussi de permettre aux professeurs de diffuser l'esprit d'entreprendre auprès de leurs élèves, leur apprendre à gérer l'échec, à rebondir, ...